



Déclaration liminaire au Comité Technique Morbihan du 14 octobre 2021

Monsieur le Président,

La CGT Finances Publiques porte des valeurs et un projet de société dans lequel les services publics sont indispensables, ils sont la richesse de celles et ceux qui n'en ont pas, ils assurent la présence de la République partout sur le territoire, ils réduisent les inégalités, ils ont vocation à rendre notre société plus juste et équitable.

De nombreuses instances à la DGFIP depuis de nombreuses années, ne proposent que de concerter et donner un avis sur des mesures de recul des services publics, ou encore sur des mesures de régression des droits et garanties des agents.

La CGT Finances Publiques avec les agents qui lui donnent mandat rejettent toujours massivement toutes les contre-réformes de ces dernières années, et en tout premier lieu le NRP, le soi-disant nouveau réseau de proximité qui démantèle le réseau, aussi bien au niveau national que dans le Morbihan, ainsi que la loi de transformation de la fonction publique.

Les agents ne sont toujours ni écoutés ni entendus alors même qu'ils rendent le service public au quotidien. Ce sont eux qui sont face aux usagers et à leurs besoins.

Et pourtant sans être entendus, reconnus comme les réels acteurs du service rendu au nom de l'État, subissant depuis plus de 10 ans des milliers de suppressions d'emplois, des milliers de postes vacants, des réformes d'ampleur de leurs missions, structures et lieux de travail, du gel du point d'indice et de leur rémunération, la casse de leurs droits et garanties et de leur droit à défense, du dénigrement public des fonctionnaires considérés comme un coût pour la société et non travailleurs, ils sont présents et montrent une conscience professionnelle constante y compris lors de la prise en charge de missions supplémentaires très lourde en temps de crise sanitaire.

Pour la CGT Finances Publiques le temps est venu d'entendre les agents, sur leurs revendications dans tous les domaines : indemnitaires, droits et garanties, exercice des missions, proximité du service public... Sauf à considérer que le mépris est mérité ou encore que leur conscience professionnelle est à toute épreuve, les lettres et remerciements ne sont pas audibles au regard des faits et du manque d'écoute et de reconnaissance qui elles, semblent en ces temps à toute épreuve !

On les remercie et puis on supprime quand même des emplois ! Et dans le même temps, les effectifs dans les cabinets ministériels ont explosé !

La CGT Finances Publiques exige en urgence la prise en compte des revendications des personnels de la DGFIP.

Les leçons de cette crise doivent être tirées, le monde d'après doit être plus juste et plus solidaire.